

La Région flamande se propose de vendre de gré à gré :

Ville d'Harelbeke, 1<sup>re</sup> division

a) Une parcelle de terrain vague et triangulaire, située près la « Toekomststraat », ayant une superficie de 298 m<sup>2</sup> 56 dm<sup>2</sup>, dans la section cadastrale A, non cadastrée, tenant à R. Callewaert-Malysse; Diane Brabant; Maurits Silence-Vandeputte; Robert Maelfait-Silence; Noël Vantieghem-Parmentier; la S.A. Cigralux; au bien ci-après et au domaine de l'Etat.

Prix : 50 000 francs, outre les frais.

b) Une parcelle de terrain vague, située comme ci-avant ayant une superficie de 536 m<sup>2</sup>, dans la section cadastrale A, non cadastrée, tenant au bien ci-avant; au bien ci-après et au chemin d'halage le long de la Lys-domaine de l'Etat.

Prix : 90 000 francs, outre les frais.

c) Un bloc de terrain vague, ayant une superficie de 4 612 m<sup>2</sup> 18 dm<sup>2</sup>, situé dans la section cadastrale A, non cadastré, tenant au bien ci-avant; au bien ci-après à la S.A. Cigralux et au chemin d'halage le long de la Lys-domaine de l'Etat.

Prix : 730 000 francs, outre les frais.

d) Un bloc de terrain vague, ayant une superficie de 2 688 m<sup>2</sup> 70 dm<sup>2</sup>, situé dans la section cadastrale A, non cadastré, tenant au bien ci-avant; au bien ci-après à la S.A. Etabl. Robert Bossuyt et au chemin d'halage le long de la Lys-domaine de l'Etat.

Prix : 438 000 francs, outre les frais.

e) Une parcelle de terrain vague et triangulaire, située dans la section cadastrale D, non cadastrée, ayant une superficie de 555 m<sup>2</sup> 13 dm<sup>2</sup>, tenant au bien ci-avant; à la S.A. Vynckim et au chemin d'halage le long de la Lys-domaine de l'Etat.

Prix : 90 000 francs, outre les frais.

Plan de secteur : zone d'industries de nature à perturber le milieu de vie.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition, H. Consciencestraat 9/2, 8500 Courtrai (tél. 056/21 57 22).

Référence : D.34.013/72.R.S.

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Chiny, 2<sup>e</sup> division (Jamoigne)

Un terrain d'une superficie de 6 a 29 ca, sis au lieu-dit « Côte du Baliff », cadastré ou l'ayant été section C, partie du n<sup>o</sup> 749d, sis en zone d'habitat à caractère rural, tenant à Maréchal-Barbier, Albert; Mazuis-Lambert, José, et la Région wallonne.

Prix : 94 000 francs, plus les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition, Complexe administratif, à Neufchâteau (tél. 061/27 79 11, ext. 130-138).

Het Vlaamse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Harelbeke, 1<sup>re</sup> afdeling

a) Een driehoekig perceel vage grond, gelegen nabij de Toekomststraat, met een oppervlakte van 298 m<sup>2</sup> 56 dm<sup>2</sup>, in de kadastrale sectie A, niet gekadastréerd, palend aan R. Callewaert-Malysse; Diane Brabant; Maurits Silence-Vandeputte; Robert Maelfait-Silence; Noël Vantieghem-Parmentier; de N.V. Cigralux; het goed hierna en het staatsdomein.

Prijs : 50 000 frank, plus de kosten.

b) Een perceel vage grond, gelegen als voren, met een oppervlakte van 536 m<sup>2</sup>, in de kadastrale sectie A, niet gekadastréerd, palend aan het goed hiervoor; het goed hierna en het jaagpad langs de Leie-staatsdomein.

Prijs : 90 000 frank, plus de kosten.

c) Een blok vage grond, met een oppervlakte van 4 612 m<sup>2</sup> 18 dm<sup>2</sup>, gelegen in de kadastrale sectie A; niet gekadastréerd, palend aan het goed hiervoor; het goed hierna; de N.V. Cigralux en het jaagpad langs de Leie-staatsdomein.

Prijs : 730 000 frank, plus de kosten.

d) Een blok vage grond, met een oppervlakte van 2 688 m<sup>2</sup> 70 dm<sup>2</sup>, gelegen in de kadastrale sectie A; niet gekadastréerd, palend aan het goed hiervoor; het goed hierna; de N.V. Etabl. Robert Bossuyt en het jaagpad langs de Leie-staatsdomein.

Prijs : 438 000 frank, plus de kosten.

e) Een driehoekig perceel vage grond, gelegen in de kadastrale sectie A; niet gekadastréerd, met een oppervlakte van 555 m<sup>2</sup> 13 dm<sup>2</sup>, palend aan het goed hiervoor; de N.V. Vynckim en het jaagpad langs de Leie-staatsdomein.

Prijs : 90 000 frank, plus de kosten.

Gewestplan : gebied voor milieubelastende industriën.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht bekendgemaakt aan het Comité tot aankoop, H. Consciencestraat 9/2, te 8500 Kortrijk (tel. 056/21 57 22).

Verwijzing : D.34.013/72.R.S.

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Chiny, 2<sup>e</sup> afdeling (Jamoigne)

Een terrein met een oppervlakte van 6 a 29 ca, gelegen ter plaatse « Côte du Baliff », gekadastréerd of geweest wijk C, deel van nr. 749d, in woongebieden met een landelijk karakter, palende aan Maréchal-Barbier, Albert; Mazuis-Lambert, José, en het Waalse Gewest.

Prijs : 94 000 frank, plus de kosten.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité, Administratief Complex, te Neufchâteau (tel. 061/27 79 11, uitbr. 130-138).

## MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

15 JUIN 1989. — Circulaire n<sup>o</sup> 313. — Contrat de travail

Aux administrations des ministères et autres services des ministères et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat, qui relèvent du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux et qui sont repris à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public (à l'exception de ceux qui exercent une activité financière, industrielle ou commerciale)

Copie pour MM. les Présidents des Exécutifs (article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles)

Monsieur le Ministre,  
Madame le Secrétaire d'Etat,  
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Je vous prie de trouver ci-joint le modèle de contrat écrit à l'intention des contractuels pour l'engagement desquels une prime à charge du budget du Ministère de l'Emploi et du Travail peut être versée.

Ce modèle pourra le cas échéant être ultérieurement étendu à l'ensemble des contractuels lorsque le projet de loi concrétisant le protocole de négociation du 11 janvier 1989 relatif à l'exécution du volet « statut unique » de l'accord de programmation sociale 1987-1988 aura été promulgué.

### Commentaire de quelques articles

#### 1<sup>o</sup> Article 1<sup>er</sup> (durée du contrat):

Il est possible de conclure un contrat pour un engagement à temps partiel. Dans ce cas, le volume des prestations sera précisé.

Pour les engagements destinés à répondre à des besoins exceptionnels et temporaires, le contrat doit être conclu à durée déterminée.

Pour les engagements effectués en vue de pourvoir au remplacement d'agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, le contrat doit être conclu pour la durée du remplacement. Pour que le contrat de remplacement prenne effectivement fin au retour du travailleur remplacé, il est nécessaire de compléter la clause de l'article 1<sup>er</sup>, c), par la mention de l'identité de celui-ci.

Pour les engagements destinés à l'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques, le contrat doit être soit de préférence à durée déterminée, soit à durée indéterminée.

2<sup>o</sup> Article 2 (clause d'essai) :

Je rappelle aux administrations concernées qu'il importe qu'un contrat à durée déterminée ou de remplacement, ainsi que l'insertion d'une clause d'essai dans un contrat, soient constatés par écrit au plus tard au moment de l'entrée en service du travailleur.

A défaut, le contrat est soumis aux mêmes conditions que les contrats conclus pour une durée indéterminée et la clause d'essai est réputée inexistante (cf. articles 9, 48 et 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail).

3<sup>o</sup> Article 6 (vacances annuelles) :

Il convient de respecter l'article 98, § 4, de la loi-programme du 30 décembre 1988 qui dispose que : « En matière de vacances annuelles, les contractuels subventionnés bénéficient du même régime que celui appliqué aux contractuels occupés par le même pouvoir public ».

Par ailleurs, l'Inspection des Finances, les Commissaires du Gouvernement ou le délégué du Ministre des Finances sont tenus de viser chaque contrat avant toute entrée en service. A cette occasion, ils veilleront :

- à ce que chaque engagement corresponde, d'une part, à l'une des hypothèses a), b) ou c) prévues par l'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988 et par la clause de l'article 1<sup>er</sup> du contrat ci-joint et, d'autre part, au grade dans lequel l'engagement est autorisé;
- à ce que cet engagement soit conforme à la convention passée entre l'employeur et le Ministère de l'Emploi et du Travail;
- à ce que la nature du contrat (à durée déterminée, à durée indéterminée ou de remplacement) corresponde à ce que la présente circulaire prévoit selon que l'engagement se fait pour des tâches exceptionnelles et temporaires, de remplacement ou auxiliaires et spécifiques;
- à ce que le nombre des contrats, la qualification (et le grade) des agents repris sur le cadre des effectifs affectés aux tâches exceptionnelles et temporaires ainsi que la durée de chaque contrat, correspondent aux termes et conditions fixés par le Conseil des Ministres;
- à privilégier, pour les tâches auxiliaires ou spécifiques, la conclusion d'un contrat à durée déterminée, tout en ayant égard à la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des services.

Les Exécutifs des Communautés et des Régions sont invités à prendre les dispositions nécessaires pour rendre les présentes directives applicables aux administrations des Communautés ou des Régions et aux établissements publics qui en dépendent.

Le Ministre de la Fonction publique,

R. LANGENDRIES

Annexe

Modèle de contrat de travail à l'intention des contractuels subventionnés visés par la loi-programme du 30 décembre 1988

**CONTRAT DE TRAVAIL D'EMPLOYE/D'OUVRIER (1)**

Entre .....

..... (Nom et adresse du pouvoir public)

représenté par .....

..... (Nom et prénoms)

dénommé ci-après l'employeur, d'une part,

et

..... (Nom et prénoms)

Adresse .....

Lieu et date de naissance .....

dénommé ci-après le travailleur, d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup> : (Nom de l'employeur) .....

engage, en qualité d'employé/d'ouvrier (1), le travailleur mentionné ci-dessus qui accepte d'exercer les fonctions de ..... (mention du grade) à ..... (lieu)

a) pour une durée indéterminée à temps plein/à temps partiel ( . . . . p.c. d'occupation) (1) prenant le cours le .....

- b) pour une durée déterminée à temps plein/à temps partiel (..... p.e. d'occupation) (1) prenant cours le ..... et se terminant le.....
- c) en remplacement de M. .... qui se trouve actuellement dans l'impossibilité de remplir ses fonctions pour le motif suivant : ..... (2)  
L'engagement à temps plein/à temps partiel (..... p.e. d'occupation) (1) de M. .... prendra automatiquement fin sans préavis le jour où M. .... reprend ses fonctions.

Art. 2. Le présent contrat est conclu à l'essai :

- pour une durée de ..... mois (contrat de travail d'employé) (3)
- pour une durée de quatorze jours (contrat de travail d'ouvrier).

Art. 3. Sans préjudice des clauses énumérées ci-après, les dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail s'appliquent au présent contrat.

Art. 4. L'employé/l'ouvrier (1) obtient un traitement/salaire (1) établi sur base des éléments ci-après, étant entendu que ce montant ne peut être inférieur à la rétribution garantie en vigueur dans le secteur public pour des prestations complètes :

- 1° le traitement/salaire (1) de base fixé à ..... milliers de francs par an à l'indice 114,20 à la date du .....
- 2° à concurrence de ..... années et ..... mois, les prestations de service public en qualité de chômeur mis au travail (4)/de travailleur du cadre spécial temporaire/de travailleur du troisième circuit de travail/de contractuel (1) ainsi que les prestations valorisables en vertu du statut pécuniaire des agents de l'Etat;
- 3° à concurrence de ..... années et ..... mois, les services éventuellement requis au titre d'expérience professionnelle.

L'employé/l'ouvrier (1) obtient les augmentations barémiques selon les principes prévus au statut pécuniaire du personnel des ministères et bénéficie des effets des conventions intersectorielles et sectorielles qui lui sont applicables.

Le traitement/salaire (1) est lié au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents de l'Etat en activité de service.

Le traitement/salaire (1) est versé par l'employeur, par mandat postal/par virement (1) au compte n° .....

Sans préjudice des avantages prévus par le régime général de sécurité sociale des travailleurs salariés, l'employé/l'ouvrier (1) obtient une allocation de foyer ou de résidence et une allocation de fin d'année aux conditions fixées pour les agents définitifs de l'Etat. Il perçoit, le cas échéant, toute autre allocation et/ou indemnité, dans la même mesure et selon les dispositions réglementaires applicables aux agents définitifs de l'Etat.

Art. 5. En cas de prestations incomplètes, le traitement/salaire (1) est calculé, sans préjudice des dispositions de l'article 4, au prorata des prestations fournies.

Art. 6. En matière de durée de travail, jours de congé officiels, repos dominical et protection du travail, l'employé/l'ouvrier (1) est soumis à la réglementation applicable aux membres du personnel occupé par l'employeur.

Art. 7. En matière de vacances annuelles, l'employé/l'ouvrier (1) est soumis au régime applicable aux contractuels occupés par l'employeur.

Art. 8. Les services prestés sur base du présent contrat ne confèrent aucun titre à l'obtention d'un emploi à titre définitif.

Dressé à .....  
en ..... exemplaires dont un pour chacune des deux parties contractantes.

Signature et date

L'employeur,

L'employé/l'ouvrier (1)

Visa ex-post de l'Inspection des Finances/du Commissaire du Gouvernement/du délégué du Ministre des Finances (1) :

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Exemples : interruption de carrière, maladie, maternité, détachement, congé sans solde...

(3) Six mois ou douze mois selon que la rémunération annuelle ne dépasse pas ou dépasse le montant fixé par la loi (ce montant est, en 1989, égal à 839 000 Frs.).

(4) Les services prestés en tant que chômeur mis au travail sont valorisés pour un maximum de six ans (article 9, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 février 1989).

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

15 JUNI 1989. — Omzendbrief nr. 313. — Arbeidsovereenkomst

Aan de besturen van de ministeries en andere diensten van de ministeries alsook aan de instellingen van openbaar nut die vallen onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat en ressorteren onder de bevoegdheid van het comité, voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en die vermeld zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1964 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut (met uitzondering van deze die een financiële, industriële of handelsactiviteit uitoefenen).

Copie voor de heren Voorzitters van de Executieven (artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen)

Mijnheer de Minister,  
Mevrouw de Staatssecretaris,  
Mijnheer de Staatssecretaris,

Gelieve hierbij het model te vinden van de schriftelijke overeenkomst ten behoeve van de contractuelen voor wier indienstneming een premie wordt gestort ten laste van de begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Desgevallend zal dit model later kunnen uitgebreid worden tot alle contractuelen wanneer het wetsontwerp zal uitgevaardigd zijn dat het onderhandelingsprotocol concretiseert van 11 januari 1989 betreffende de uitvoering van het luik « enig statuut » van het akkoord van sociale programmatie 1987-1988.

Commentaar bij enkele artikelen1<sup>o</sup> Artikel 1 (duur van de overeenkomst) :

Het is mogelijk een overeenkomst af te sluiten voor een deeltijdse indienstneming. In dat geval dient de hoeveelheid van de prestaties aangeduid.

Voor de indienstnemingen die bestemd zijn om te beantwoorden aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften moet de overeenkomst gesloten worden voor een bepaalde duur.

Voor de indienstnemingen die worden verricht om personeelsleden te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds opnemen, moet de overeenkomst gesloten worden voor de duur van de vervanging.

Om de vervangingsovereenkomst effectief te beëindigen bij de terugkeer van de vervangende werknemer is het noodzakelijk de identiteit van deze laatste te vermelden in het beding van artikel 1, c).

Voor de indienstnemingen die bestemd zijn om bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen, moet de overeenkomst gesloten worden ofwel, en bij voorkeur, voor bepaalde duur, ofwel voor onbepaalde duur.

2<sup>o</sup> Artikel 2 (beding proeftijd) :

Ik herinner er de betrokken besturen aan dat het van belang is dat een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur of voor vervanging, evenals het opnemen van een proeftijd in een overeenkomst, schriftelijk vastgesteld dient te worden uiterlijk op het tijdstip van de indiensttreding van de werknemer.

Bij ontstentenis wordt de arbeidsovereenkomst onderworpen aan dezelfde voorwaarden als de arbeidsovereenkomsten die voor een onbepaalde duur afgesloten zijn en de proeftijd wordt als onbestaande beschouwd (cfr. artikelen 9, 48 en 61 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten).

3<sup>o</sup> Artikel 6 (jaarlijkse vakantie) :

Men dient artikel 98, § 4, van de programmawet van 30 december 1988 na te leven, dat bepaalt : « Wat betreft de jaarlijkse vakantie, genieten de gesubsidieerde contractuelen hetzelfde stelsel als de contractuelen die door hetzelfde openbaar bestuur worden tewerkgesteld. »

Overigens zijn de Inspectie van Financiën, de Regeringscommissaris of de Afgevaardigde van de Minister van Financiën ertoe gehouden vóór de indiensttreding elke overeenkomst van een visum te voorzien. Bij deze gelegenheid zullen ze erop letten :

- dat elke indiensttreding voldoet, enerzijds aan een van de voorwaarden a), b) of c) voorzien in artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 en in het beding van artikel 1 van de overeenkomst in bijlage, en, anderzijds, aan de graad waarin de indienstneming wordt toegestaan;
- dat de indienstneming conform is aan de overeenkomst die werd gesloten tussen de werkgever en het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;
- dat de aard van de overeenkomst (voor bepaalde duur, voor onbepaalde duur, voor vervanging) beantwoordt aan wat in deze omzendbrief wordt voorzien, naargelang het gaat om de indienstneming voor buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften, voor vervangings- of voor bijkomende en specifieke opdrachten;
- dat het aantal van de overeenkomsten, de kwalificatie (en de graad) van de personeelsleden die opgenomen worden in de personeelsformatie van de effectieven bestemd voor buitengewone en tijdelijke opdrachten, evenals de duur van elke overeenkomst overeenstemt met de door de Ministerraad bepaalde termijnen en voorwaarden;
- dat voor de bijkomende of specifieke opdrachten bij voorkeur een overeenkomst wordt afgesloten voor bepaalde duur, daarbij evenwel rekening houdend met de noodzaak de goede werking van de diensten te verzekeren.

De Executieven van de Gemeenschappen en de Gewesten worden verzocht de nodige maatregelen te nemen om onderhavige richtlijnen toepasselijk te maken op de administraties van de Gemeenschappen en de Gewesten en de openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn.

De Minister van Openbaar Ambt,

R. LANGENDRIES

## BIJLAGE

Model van arbeidsovereenkomst ten behoeve van de gesubsidieerde contractuelen bedoeld in de programmawet van 30 december 1988

## ARBEIDSOVEREENKOMST VAN EEN BEDIENDE/WERKMAN (1)

Tussen .....  
 .....  
 ..... (Naam en adres van de openbare overheid)  
 vertegenwoordigd door .....

..... (naam en voornamen),  
 hierna vernoemd als werkgever, enerzijds,  
 en

..... (naam en voornamen),  
 woonplaats .....  
 plaats en datum van geboorte .....

hierna vernoemd als werknemer, anderzijds,  
 is overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 : (Naam van de werkgever) .....  
 .....  
 neemt de werknemer, hierboven vermeld, in dienst in de hoedanigheid van bediende/werkman (1); deze  
 aanvaardt de functies uit te oefenen van .....  
 ..... (vermelding van de graad)  
 te ..... (plaats)

a) voor een onbepaalde duur, voltijds/deeltijds (..... pct. benutting) (1) vanaf .....  
 .....  
 b) voor een bepaalde duur, voltijds/deeltijds (..... pct. benutting) (1) vanaf .....  
 ..... en eindigend op .....

c) in vervanging van M. .... die op dit  
 ogenblik in de onmogelijkheid verkeert zijn betrekking op te nemen om volgende reden : ..... (2)

Aan de indienstneming voltijds/deeltijds (..... pct. benutting) (1) van M .....  
 ..... zal automatisch een einde gesteld worden zonder  
 opzegtermijn op de dag dat M .....  
 zijn betrekking terug opneemt.

Art. 2. Deze overeenkomst wordt gesloten met een proeftijd :

- van ..... maanden (arbeidsovereenkomst voor bediende) (3)
- van veertien dagen (arbeidsovereenkomsten voor werkmán) (4)

Art. 3. Onverminderd de hiernavermelde clausules zijn de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de  
 arbeidsovereenkomsten van toepassing op deze overeenkomst.

Art. 4. De bediende/werkman (1) bekommt een wedde/salaris (1) berekend op basis van de hiernavolgende  
 elementen, met dien verstande dat het bedrag niet lager mag zijn dan de gewaarborgde bezoldiging die in de  
 openbare sector geldt voor volledige prestaties :

1<sup>o</sup> de basis wedde/salaris (1) bepaald op ..... dtzend frank  
 per jaar tegen index 114, 20 op .....

2<sup>o</sup> tot ..... jaren en ..... maanden, de prestaties van openbare dienst in de hoedanig-  
 heid van tewerkgestelde werkloze (4)/werknemer van het bijzonder tijdelijk kader/werknemer van het derde  
 arbeidscircuit/contractueel (1) evenals de prestaties die kunnen gevaloriseerd worden krachtens het geldelijk  
 statuut van het Rijkspersoneel;

3<sup>o</sup> tot ..... jaren en ..... maanden, de diensten die eventueel vereist worden als  
 beroepservaring.

De bediende/werkman (1) bekommt de loonsverhogingen overeenkomstig de principes bepaald in het geldelijk  
 statuut van het personeel van de ministeries en geniet de voordelen die ingevolge sectoriële en intersectoriële  
 conventies op hem toepasselijk zijn.

De wedde/het salaris (1) is verbonden aan het stelsel van mobiliteit dat van toepassing is op de bezoldiging van  
 het Rijkspersoneel in dienstactiviteit.

De wedde/het salaris (1) wordt gestort door de werkgever, per postmandaat/storting (1) op rekeningnummer .....  
 Onverminderd de voordelen die voorzien zijn door het algemeen stelsel van de sociale zekerheid van de loontrek-  
 kende werknemers, bekommt de bediende/werkman (1) een haard- of standplaatstoelage en een eindejaarstoelage  
 onder de voorwaarden die bepaald zijn voor het vastbenoemde Rijkspersoneel. Als het geval zich voordoet,  
 ontvangt hij elke andere toelage en/of vergoeding in dezelfde mate en volgens dezelfde reglementaire bepalingen  
 die toepasselijk zijn op het vastbenoemde Rijkspersoneel.

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 4, wordt de wedde/het salaris (1) ingeval van deeltijdse prestaties,  
 berekend naar rato van de geleverde prestaties.

Art. 6. Inzake arbeidsduur, officiële verlofdagen, zondagsrust en arbeidsbescherming, is de bediende/werkman (1) onderworpen aan de reglementering die geldt voor het door de werkgever tewerkgesteld personeel.

Art. 7. Inzake jaarlijks vakantieverlof is de bediende/werkman onderworpen aan het stelsel dat toepasselijk is op de door de werkgever tewerkgestelde contractuelen.

Art. 8. De diensten geleverd op basis van deze arbeidsovereenkomst geven geen enkel recht op het verwerven van een definitieve betrekking.

Opgemaakt te .....  
in ..... exemplaren waarvan een voor elk van beide contracterende partijen.

Handtekening en datum

De werkgever,

De bediende/werkman, (1)

Visum ex-post van de Inspectie van Financiën/van de Regeringscommissaris/van de afgevaardigde van de Minister van Financiën: (1)

(1) Doorhalen wat niet past.

(2) Voorbeelden: loopbaanonderbreking, ziekte, bevalling, detachement, verlof zonder wedde....

(3) Zes of twaalf maanden naargelang het jaarlijks loon niet hoger is of hoger is dan het wettelijk bedrag dat voor 1989 werd vastgesteld op 839 000 F.

(4) De diensten die in de hoedanigheid van tewerkgestelde werkloze werden gepresteerd worden voor een maximum van zes jaar gevaloriseerd (artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 27 februari 1989).

15 JUNI 1989. — Omzendbrief nr. 312. — Toepassing van het stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen (artikel 94 van de wet van 30 december 1988)

Aan de besturen van de ministeries en andere diensten van de ministeries alsook aan de instellingen van openbaar nut die vallen onder het gezag, de controle of het toezicht van de Staat en ressorteren onder de bevoegdheid van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en die vermeld zijn in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, met uitzondering van deze die een financiële, industriële of handelsactiviteit uitoefenen

De programmawet van 30 december 1988 (*Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989) verplicht de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort zich te vergewissen van het naleven van de in artikel 94, § 2, van deze wet voorziene bepalingen, te weten, dat de gesubsidieerde contractuelen door de in dit artikel bedoelde besturen en instellingen enkel in dienst genomen zullen worden om:

- a) aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen; het betreft ofwel in de tijd beperkte acties ofwel een buitengewone toename van het werk;
- b) ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleden, met inbegrip van de ambtenaren die hun loopbaan onderbreken in de zin van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, onverminderd de reeds voorziene mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;
- c) bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

Het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van de programmawet van 30 december 1988 — Titel III — Hoofdstuk II tot opzetting van een stelstel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare diensten (*Belgisch Staatsblad* van 17 maart 1989), heeft twee types van overeenkomst ingesteld die aan het voorafgaand akkoord van de Minister van Openbaar Ambt moeten worden onderworpen bij de indienstneming van deze gesubsidieerde contractuelen.

#### I. De aard van de overeenkomsten

De overeenkomsten die door de Minister van Openbaar Ambt moeten worden goedgekeurd beogen het regelen van de betrekkingen tussen de werkgever en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, inzonderheid wat betreft:

- de voorafgaande voorwaarden voor het genieten van de premies bedoeld in artikel 94 van de programmawet van 30 december 1988;
- het aantal en de duur van het toekennen van deze premies

15 JUIN 1989. — Circulaire n° 312. — Mise en œuvre du régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics (article 94 de la loi du 30 décembre 1988)

Aux administrations des ministères et autres services des ministères et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de l'Etat, qui relèvent du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux et qui sont repris à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à l'exception de ceux qui exercent une activité financière, industrielle ou commerciale

La loi-programme du 30 décembre 1988 (*Moniteur belge* du 5 janvier 1989) donne mission au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions de s'assurer du respect des dispositions de l'article 94, § 2, de cette loi, à savoir que les contractuels subventionnés engagés par les administrations et les organismes visés par cet article, le sont aux fins exclusives:

- a) de réponse à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- b) de remplacement d'agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, en ce compris les agents qui interrompent leur carrière au sens de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères, et ce sans préjudice de la possibilité telle que déjà réglementée de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;
- c) d'accomplissement de tâches auxiliaires ou spécifiques.

L'arrêté royal du 27 février 1989 d'exécution de la loi-programme du 30 décembre 1988 — Titre III — Chapitre II — portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics (*Moniteur belge* du 17 mars 1989) a instauré deux types de convention à soumettre à l'accord préalable du Ministre de la Fonction publique pour l'engagement de ces contractuels subventionnés.

#### I. — La nature des conventions

Les conventions qui doivent être approuvées par le Ministre de la Fonction publique ont pour objet de régler les relations entre l'employeur et le Ministre de l'Emploi et du Travail, notamment en ce qui concerne:

- les conditions préalables au bénéfice des primes visées à l'article 94 de la loi-programme du 30 décembre 1988,
- le nombre et la durée de l'octroi de ces primes.